

ENTRETIEN

« Une fabuleuse richesse »

Le chercheur Jean-Claude Diebolt* anime le Réseau Cheminements, un centre de ressources sur l'économie solidaire unique en France et pourtant sans moyens.

Comment est né le Réseau Cheminements ?

Jean-Claude Diebolt : Il a été constitué en 1999 à Mamers (Sarthe) à l'occasion de la parution d'un livre de Guy Hascoët, *Le pouvoir est ailleurs*, avant qu'il ne devienne secrétaire d'État à l'Économie solidaire. Son livre a décrit ces expériences territoriales et cette société civile qui construisent une économie solidaire et a inspiré la création du Réseau. En 2000, dans le cadre des États généraux de l'écologie politique chez les Verts, j'ai organisé une journée sur les contrats de pays, la loi Voynet et l'économie solidaire, et rassemblé ce qui a constitué le Réseau Cheminements autour de la commission sociale des Verts. Le Réseau a ensuite été mis en relation avec la mission sur le recensement et l'accompagnement des innovations, dont j'avais la charge au secrétariat d'État à l'Économie solidaire, de 2000 à 2002.

Après l'échec de la gauche aux élections de 2002, Cheminements a accueilli les travaux de la mission. Nous avons accumulé une masse de projets ignorés ou occultés. Le Réseau a prolongé ce travail avec une équipe qui a constaté une importante émergence de projets innovants dans l'économie solidaire, ignorés des médias, des administrations et des élus. C'est ce que j'appelle « la masse manquante de l'économie solidaire ».

Après la disparition du secrétariat d'État, le Réseau a obtenu deux conventions de travail, l'une avec le Groupe de recherche en géographie sociale de l'université du Maine (Gregum) et l'autre avec l'Académie du développement durable et humain, dirigée par Guy Hascoët, qui a souhaité créer sur son serveur un Centre de ressources.

Vous n'êtes pas seulement un centre de ressources...

Nous faisons aussi du diagnostic. Surtout, nous appliquons une méthodologie revisitant totalement l'économie solidaire, mise au point à partir de dizaines de milliers de dossiers. Ce qui nous permet d'affirmer que les diagnostics et les ouvrages de référence existants, comme ceux du Mouvement pour l'économie solidaire (MES) et du Mouvement pour le développement de l'économie solidaire (MDS), sont très incomplets. Nous construisons une base de données qui contient 1,5 million de références. Depuis 2004, nous traitons 2 900 nouveaux cas parmi ces 1,5 million de structures qui méritent une enquête approfondie. Avec le Gregum, nous achevons un *Atlas des innovations dans les Pays de la Loire*. Nous avons remarqué que les actuelles références sont très éloignées de la

réalité et que les chambres de l'économie sociale (Cres) ignorent tout de l'économie solidaire. Il faut donc aller bien plus loin dans l'état des lieux.

Vous avez donc constitué une mine d'informations pour le développement local et pour les collectivités...

Oui. Nous avons par exemple reçu une commande pour accompagner le contrat de pays de l'Ardèche du Sud, dans le domaine de l'économie solidaire, par le biais d'une coopération entre l'Académie et le conseil régional Rhône-Alpes. Nous traitons actuellement environ 2 000 références d'acteurs, dont un grand nombre sont inconnus des collectivités. Nous sommes en train de nous doter d'outils pour définir les

structures, leurs chances de pérennisation, et comment les mettre en relation avec des partenaires. Mais, pour ce travail de fourmi, il nous faudrait former une équipe d'une douzaine d'analystes collecteurs. Nous ne sommes que trois bénévoles quasi permanents, aidés occasionnellement par des consultants.

L'association est-elle subventionnée pour ses travaux ?
Nous souffrons d'un manque cruel de moyens. C'est en partie dû au fait que ces

initiatives émergentes sont mal connues. On les trouve dans le milieu étudiant, au travers des pratiques de coopération internationale, dans le secteur culturel, où émerge un grand nombre de groupes de musique et de compagnies de théâtre, etc. Trente champs d'activités sont ainsi concernés par ces créations d'entreprises ignorées. Peut-être a-t-on peur de lever le voile sur ce qui se passe dans l'économie solidaire. On nous dit par exemple que ces organisations ne tiennent pas la route, ce qui demande à être vérifié ! Car l'Insee elle-même a expliqué qu'elle ne traite qu'un tiers du secteur associatif. Tous les états des lieux sont à revoir, car ils écartent entre 70 % et 90 % des expériences en cours. Nous sommes en train d'établir la vraie richesse en salariés et en production des prestations de l'économie solidaire, et c'est fabuleux ! Pourtant, Cheminements s'est vu refuser une aide par la Fondation de France, par une Cres et par la Caisse d'Épargne...

PROPOS RECUEILLIS PAR THIERRY BRUN

* Jean-Claude Diebolt est fondateur et animateur du Réseau Cheminements. Il est aussi chercheur associé au Groupe de recherche en géographie sociale de l'université du Maine.

Réseau Cheminements, La Foucherie, 72600 La Fresnaye-sur-Chedouet, 02 43 97 80 80, as-archipels@infonie.fr

